

BUREAUX: RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING:

Trois mois: 12 fr.
Six mois: 23
Un an: 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces: ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeek, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez P. Roghin, libraire, rue Grande-Croisette; A PARIS, chez MM. Havas, Laflite-Bullier et Cie, place de la Bourse; 8; BRUXELLES, A l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR GERANT: J. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois: 14 fr.
Six mois: 27
Un an: 51

ANNONCES: 15 centimes la ligne
RECLAMES: 25 centimes
On traite à forfait.

ROUBAIX 6 JANVIER 1872

Élections du 7 Janvier

COMITÉ NATIONAL

L'UNION CONSERVATRICE

CANDIDATS

M. A. BERGEROT, membre du Conseil général, maire d'Esquelbecq.

M. ALFRED DUPONT, avocat, président de la Société d'Agriculture de Douai.

A Messieurs les Electeurs du département du Nord.

ELECTEURS,

En acceptant la candidature, je ne veux qu'une chose, me mettre au service d'une grande cause, celle de la patrie et de la société menacée.

Le parti radical dit qu'il est, aujourd'hui, le parti conservateur. Il ne pourra tromper personne, car nous avons sous les yeux les ruines qu'il vient de faire.

Non, le véritable parti conservateur, auquel j'appartiens, est celui qui a préservé d'un bouleversement général la France, déjà si cruellement éprouvée par une guerre désastreuse pour nos finances et pour nos jeunes soldats laissés sans armes, sans habits et sans munitions.

C'est lui qui a refusé de faire rentrer l'Assemblée dans Paris, pour ne pas l'exposer de nouveau au joug violent et honteux d'une émeute.

C'est lui qui veut le progrès, mais qui repousse des vœux aussi dangereuses au point de vue moral et religieux que pour nos intérêts matériels.

C'est lui qui donne son concours efficace aux efforts du gouvernement de M. Thiers pour favoriser la reprise du travail dans nos manufactures et dans nos campagnes, en raffermissant la tranquillité publique et en assurant l'ordre et la vraie liberté.

C'est lui qui donnera à la France le temps de se recueillir et de se prononcer avec réflexion sur le gouvernement régulier et stable sous lequel elle veut vivre.

Si vous me faites l'honneur de me nommer votre représentant, j'esuie fermement résolu à prendre place parmi les membres de cette majorité qui a fait preuve d'un patriotisme si éclairé et à me dévouer, avec elle, à la défense des grands intérêts de la France et de la société.

A. BERGEROT, Membre du Conseil général, Maire d'Esquelbecq.

Lille, 31 décembre 1870.

ELECTEURS,

Au mois de juin dernier, j'ai eu l'honneur de vous adresser ma profession de foi.

Elle était et est restée l'expression sincère et sans arrière-pensée de mes sentiments et de mes principes.

Je la reproduis donc aujourd'hui, sans y rien changer que le titre, modifié depuis lors par l'Assemblée nationale, de l'illustre homme d'Etat, qui préside aux destinées de la France:

« En acceptant, après de longues hésitations, une candidature à l'Assemblée nationale, je sacrifie mes goûts, mes intérêts, mes affections.

« C'est vous dire que je considère votre mandat moins encore comme un honneur, si grand soit-il, que comme un devoir.

« Ce devoir, voici dans quelles conditions je m'efforcerais de le remplir.

« Trente-huit ans d'exercice de la profession d'avocat au chef-lieu judiciaire de l'un des départements les plus riches et les plus producteurs de France, m'ont mis en rapports fréquents avec des hommes considérables dans le Commerce, dans l'Industrie, dans l'Agriculture; à leur contact, je me suis initié aux intérêts si variés, si multiples de notre beau pays.

« L'un des membres fondateurs de la Société des Agriculteurs de France, Président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Douai, je suis fier

de compter, parmi nos premiers agronomes, mes maîtres et mes meilleurs amis.

« Président du Conseil d'administration de la Compagnie des mines de Courrières, je ne suis pas étranger, non plus, à l'une des branches de notre production.

« Quant à mes principes, mes amis les connaissent et les peuvent garantir, ils se résument d'ailleurs en deux mots: « La France est abattue, sanglante, ruinée, par l'étranger, et, ce qui est mille fois plus douloureux encore, par la main criminelle de ses propres enfants.

« Il faut lui laisser le temps de se reorganiser, sous la direction habile, prudente et ferme, du Président de la République, nos finances et notre armée, rétablir l'équilibre, violemment et profondément rompu dans les choses et dans les esprits.

« Cela fait, mais, alors seulement, s'occuper de rechercher et de consacrer la forme définitive du Gouvernement sous lequel elle voudra vivre, en consultant avec soin et loyauté ses traditions, ses sentiments, ses intérêts.

« Ami incorrigible de la liberté, je ne la comprends et n'ai jamais comprise sans l'ordre, ni l'ordre dans une société sans Dieu! Les sanglantes saturnales qui viennent de souiller Paris ont fait, à cet égard, la plus grande et la plus effrayante lumière.

« Si ces idées sont les vôtres, vous pouvez être certain que j'y resterai fidèle et que, si vous m'honorez de vos suffrages, je les défendrai, dans la mesure de mes forces, contre les impatiences imprudentes ou les exigences tyraniques des passions.

« En parfaite communion d'idées sur presque tous les points, avec mon vieil et si regretté concitoyen et ami, Monsieur Lambrecht, croyez que si je n'apporte aucun entrainement dans la recherche du mandat de député, je mettrai comme lui mon honneur à le remplir avec courage, loyauté et dévouement.

ALFRED DUPONT Douai, 30 décembre 1871.

Aux électeurs des campagnes

C'est aux électeurs des campagnes, c'est aux Paysans, comme les appellent les démocrates pour les dénigrer, que nous nous adressons plus particulièrement aujourd'hui.

D'après les renseignements que nous recevons de tous les points du département, nous avons l'assurance que l'immense majorité des électeurs des campagnes votera pour Messieurs Bergerot et Dupont, qui représentent l'ordre et la paix, la moralité et le travail.

Dans deux cantons, au contraire, on nous dit qu'un certain nombre d'électeurs seraient disposés à s'abstenir.

C'est à ces derniers que nous nous adressons aujourd'hui, avec toute la sincérité, toute la conviction dont nous sommes animés.

Il faut que l'on comprenne bien l'importance du vote actuel. Les électeurs se trouvent placés dans cette situation que, s'ils s'abstiennent, ils laissent la victoire à leurs adversaires; ils laissent nommer MM. Dérégnaucourt et Soins!

Or, il faut être éclairés sur ce que l'on fait et ne pas être dupes!

MM. Dérégnaucourt et Soins disent dans leur circulaire qu'ils sont partisans de M. Thiers et de la République modérée.

Comment se fait-il que M. Soins, membre du conseil municipal de Lille, ait été l'un des rédacteurs de cette fameuse adresse de notre municipalité qui, au commencement de l'insurrection communarde de Paris, accusait l'Assemblée nationale « d'obéir à la haine » et s'abstenait scrupuleusement de tout blâme pour les crimes de la Commune?

Que dire de M. Dérégnaucourt, parti de Roubaix avec ses collègues du conseil municipal pour porter à M. Bert, préfet, un blâme énergique sur son acte de révocation de M. Descat, et revenant de ce même voyage maire de Roubaix, nommé par ce même M. Bert, qui venait de soulever l'indignation publique par l'acte qui révoquait l'honorable M. Descat?

Tels sont, électeurs des campagnes, les seuls antécédents politiques des deux hommes que vous proposez les révolutionnaires!

Voilà ce qu'ils ont fait! C'est ce qu'ils feraient encore s'ils étaient à même d'agir.

Aujourd'hui ils font patte de velours, pour tâcher de surprendre votre bonne foi!

Eh! bien, voulez-vous savoir, au vrai, ce que sont ces deux hommes en politique?

Ce sont des disciples, des amis, des partisans de Gambetta!

Nommer MM. Dérégnaucourt et Soins, c'est renforcer le parti de Gambetta.

Et c'est pour cela que le Progrès du Nord les soutient!

Or, vous n'ignorez pas que M. Gambetta, renversant M. Thiers par un coup d'Assemblée, c'est d'abord la guerre immédiate avec les Prussiens, lesquels seraient enchantés de pouvoir recommencer de suite parce que nous ne sommes pas prêts! Il ne faut pas donner cet avantage à nos mortels ennemis contre nous-mêmes. Pas si Prussiens que ça!

Ensuite M. Gambetta, vous l'avez vu, c'est le despotisme dans toute sa terreur.

Vous avez vu comment il a agi avec les conseils généraux! Il les a brisés comme verre parce qu'ils ne se montraient pas assez dociles!

Quand on a voulu nommer une assemblée pour s'entendre avec nos ennemis, qui donc a empêché cette élection? M. Gambetta, qui voulait garder la dictature!

Pensez-vous que nous puissions faire la guerre en ce moment?

Pensez-vous que vous et vos fils vous soyez assez guéris de toutes les blessures morales et physiques que vous avez reçues depuis un an, pour pouvoir ainsi recommencer de suite avec des chances de succès?

Eh! c'est vrai, personne n'en doute, vous avez toujours le même cœur pour le danger, le même amour de la patrie! Mais, franchement, serait-il possible, sans folie, de recommencer, au printemps, la guerre comme vous venez de la faire? Recommencer une nouvelle campagne de France comme celle qui vient de finir? Désastreuse pour notre patriotisme, pour nos intérêts?

Voulez-vous voir encore vos villages pillés et brûlés, vos champs ravagés, vos enfants mourants sur les bords des chemins avec des souliers sans semelles et des fusils à piston?

Voilà, personne ne peut nier, ce qui arriverait avec M. Gambetta. A cet égard, le passé répond de l'avenir.

D'ailleurs, ce dictateur superbe n'aurait que deux moyens de se soutenir et il les emploierait rudement: La guerre au dehors! La terreur au dedans!

Voilà M. Gambetta. Voilà aussi ses amis, ses partisans, ses soutiens.

MM Dérégnaucourt et Soins iraient en augmenter le nombre à la Chambre. Ne s'ajouteraient-ils pas à ce nombre?

Électeurs des campagnes qui tous, êtes propriétaires d'un champ, d'une ferme, d'une maison, qui avez le plus grand intérêt à la paix publique, à un gouvernement régulier, bien établi, qui nous abrite contre les menées des révolutionnaires et contre les dangers qu'ils font courir à notre pauvre pays, ne soyons pas assez... mais pour voter contre vos propres intérêts.

S'abstenir, c'est pour voter Gambetta-Dérégnaucourt-Soins.

Il faut voter pour des hommes d'ordre, de travail, de liberté sagement réglée!

Il faut voter pour des hommes intelligents, désireux de bien faire et de servir les intérêts moraux et matériels de leurs concitoyens;

Il faut voter pour MM. Bergerot et Dapont! A. E. (Mémoire)

Lettre à un Candidat

A Monsieur Dérégnaucourt, Maire de Roubaix, Conseiller général, candidat à l'Assemblée nationale.

Monsieur,

En moins d'une année, vous êtes parvenu, sans autre titre qu'une profession de foi républicaine, aux hautes fonctions de maire de Roubaix et de membre du Conseil général du Nord.

Ces fonctions qui, naguère, n'étaient dévolues par la faveur populaire, qu'à ceux qui avaient fait, dans des fonctions plus modestes, l'apprentissage des affaires publiques, et qui y avaient révélé des aptitudes spéciales, vous les avez conquises du premier coup, parce que vous vous êtes dit républicain.

Aujourd'hui vous aspirez plus haut et comme si la double tâche qui vous incombe n'était pas assez lourde, vous aspirez à représenter le département à l'Assemblée nationale.

Vous ambitionnez-elle s'arrêter-là, ou devons-nous, dès à présent, voir en

vous un aspirant à la Présidence de la République? Il est bien permis de se poser cette question, quand on vous voit aller aussi vite en besogne. Eh! quoi! vous avez accepté la mairie de Roubaix, qui suffirait à absorber tout le temps d'un homme intelligent, et moins nouveau que vous dans les affaires publiques, et vous voudriez déjà desherter ce poste d'honneur, comme s'il n'était qu'une courte étape, vers des destinations plus élevées!

C'est faire, croyez-moi, trop bon marché des électeurs et des intérêts de votre concitoyens. Mais, pour aspirer au mandat de législateur, avez-vous les vertus que nous sommes en droit de demander à nos élus? Voilà ce que je veux examiner avec vous.

Ce que l'on doit demander avant tout à ceux qui aspirent à faire des lois, c'est un profond respect des lois qui nous régissent. C'est donc dans le passé et dans les actes des candidats qu'il faut rechercher s'ils offrent des garanties suffisantes d'honnêteté politique.

En acceptant, le 7 février 1871, les fonctions de maire, dont M. Paul Bert avait violemment dépossédé votre prédécesseur, vous avez sanctionné l'acte le plus arbitraire que jamais dictateur ait osé promulguer.

Plus tard, après avoir été nommé maire de Roubaix, par le chef du pouvoir exécutif, comme le voulait la loi, vous avez déclaré publiquement ne vouloir accepter ces fonctions qu'à la condition que le Conseil municipal ratifierait votre nomination. — Était-ce là respecter la loi?

Et comme administrateur, n'avez-vous pas, comme on vous l'a rappelé récemment, considéré comme nuls des engagements formels, contractés au nom de la ville par vos prédécesseurs, ne prenant conseil, en cela, que de vos sentiments personnels, sans vous demander si, en agissant ainsi, vous ne vous exposez pas à détruire le crédit de la ville que vous êtes chargé d'administrer?

Et lorsque vous proclamez que vous êtes un honnête homme, et que vous tiendrez vos promesses, faut-il que vous rappeliez comment vous avez réalisé le séduisant programme, qui vous a valu, lors des élections municipales, l'honneur d'être élu dans cinq sections?

Dans votre programme du 26 avril, vous disiez: Nous chercherons l'amélioration de la situation morale des travailleurs par le développement de leur instruction et l'étude des questions sociales qui les intéressent, l'amélioration de leur situation matérielle par les modifications que nous apporterons au système qui régit aujourd'hui l'assistance publique et par les efforts que nous ferons pour abaisser le prix des objets de première nécessité.

Voilà quelles étaient vos promesses, voici quels ont été vos actes:

Vous avez fermé aux travailleurs Facés des carrières libérales, en diminuant le nombre des bourses, consacrées aux études latines, et vous leur avez imposé l'obligation de suivre l'enseignement de votre choix.

Vous avez diminué le budget des hospices et de l'hôpital, réduisant ainsi l'importance des secours à donner aux classes nécessiteuses.

Vous avez augmenté les droits d'octroi sur les viandes et les boissons.

Voilà vos titres à la confiance des électeurs. A eux de juger si vous en êtes toujours digne.

Un mot encore. Vous êtes, dites-vous, profondément attristé des malheurs de la patrie, profondément humilié de son abaissement momentané et l'on ne doit pas oublier que cet abaissement est dû aux fautes de l'empire qui lui-même a été rendu possible par l'état d'ignorance dans lequel on a systématiquement maintenu un si grand nombre de Français.

Sans vouloir contester les bienfaits incontestables de l'instruction, ne pensez-vous pas, Monsieur, que ce remède ne suffirait pas à relever notre pays, si l'on n'arrivait à y relever en même temps le niveau moral et religieux? Ne vous semble-t-il pas, qu'une des grandes causes de notre abaissement momentané, réside dans l'immoralité des masses, dans l'amoindrissement du sentiment de la famille, dans l'absence de ces sentiments de dignité personnelle qui faisaient l'honneur de nos pères, et sans lesquels toute société est fatalement condamnée à périr?

Ne croyez-vous pas que ceux qui doivent aujourd'hui représenter la France doivent être eux-mêmes les premiers par leurs vertus, et que la pureté de leurs mœurs, la régularité de leur

vie, doivent être les premiers enseignements à donner aux masses ignorantes? Recevez, Monsieur, mes sincères salutations.

UN ELECTEUR,

Dérégnaucourt et Soins sont nuls!

Enfin! une proclamation de MM. Dérégnaucourt et Soins! Ils se décident à s'expliquer!

Telle fut mon exclamation ce matin en voyant la grande affiche rose de ces Messieurs. Mais... Vain espoir! c'était une nouvelle édition de leur profession de foi!

Ah çà, sérieusement, Messieurs, je vous croyais plus forts! vous n'êtes pas féconds et cela nous prouve de quelle complète inutilité vous seriez à la Chambre.

Comment! depuis trois jours, sur tous les tons, dans tous les journaux, on vous attaque par tous vos côtés faibles (et on a vu s'ils étaient nombreux), on vous demande des explications catégoriques et vous ne trouvez rien à répondre?

De deux choses l'une: ou vous êtes des incapables, ou vous vous sentez tellement serrés par nos attaques que vous vous avouez vaincus.

Nous avons prouvé que les Electeurs ne peuvent attacher aucune créance à votre profession de foi: Vous êtes des Gambettistes! JE VOUS DÉFIE DE Prouver LE CONTRAIRE!

UN ELECTEUR.

On lit dans la Vérité-France:

L'antiquaire grand journal l'Echo du Nord, après avoir fait de la politique transcendante sur les alliances de la République, commandé par le Washington de son choix, s'amuse un petit peu. Il faut bien passer quelque chose aux vieillards.

Au lieu de se retenir, loyalement, aux pages de sa collection que nous lui avons indiquées, il persiste à parler de choses et de gens qu'il ne connaît pas, sa mémoire est en décadence et il donne du roman à la place de l'histoire.

Est-ce que ce journal, qui veut parfois avoir l'air sérieux, a fait tant de nœuds que mauvais plaisant, quand il discute les candidatures. L'heure est assez grave pour qu'il n'y ait pas matière à rire.

L'honorable M. Bergerot ne faisait pas de l'archéologie en 1840. Il se préparait activement à cette époque, à cette vie laborieuse et utile qu'il n'a jamais quittée.

Il passait la Méditerranée pour aller dans notre colonie africaine prendre sa part dans l'administration civile, sous la direction d'hommes qui ont laissé les meilleurs souvenirs et qui l'ont toujours honoré de leur estime.

C'est par ces débats laborieux qu'il devenait assez rompu aux affaires pour étudier et rédiger sept grands rapports dans une seule session du Conseil général, tandis que le candidat de l'Echo, M. Dérégnaucourt, avait de la peine à formuler une proposition digne d'être rejetée à l'unanimité.

Apprécient les qualités et l'expérience de M. Bergerot, le Conseil général, dans sa dernière session, lui a confié:

1° Le rapport sur la navigation intérieure, qui était fait autrefois par M. Kulkmann;

2° Le rapport sur la proposition de M. de Marsilly pour l'amélioration des canaux du Nord en leur consacrant les cinq millions que l'Etat doit au département;

3° Le rapport sur l'École des mines de Douai;

4° Celui sur la culture du tabac;

5° Celui sur l'École des Arts et Métiers de Clabroy;

6° Celui sur le service hydraulique;

7° Enfin le rapport sur l'École des Arts professionnels de Lille.

On sait que l'Echo et le Progrès n'ont trouvé qu'un seul titre en faveur de leurs candidats, MM. Dérégnaucourt et Soins. Ce sont des hommes d'affaires.

Nous lisons à tout le monde impartial le soin de dire quelle distance il y a pour la pratique des affaires et la science des règles administratives, entre ces deux démocrates et nos deux candidats, MM. Bergerot et Dupont. Il ne faut pas juger les hommes par leurs prétentions, mais par leurs actes.

Les faussaires

Les hommes du parti rouge s'appliquent à tout détruire et à tout fausser.

Ce sont des faussaires d'habitude et de métier;

Ils ont faussé l'histoire;

Ils ont faussé l'intelligence des peuples;

Ils ont faussé le sens des mots;

Ils voudraient, à cette heure, fausser le sens des élections.

La bonne foi populaire a besoin d'être prémunie contre ces indignes manœuvres.